



La médiation en protection de l'enfant¹

Della Knoke

Ce feuillet d'information décrit le recours à la médiation en protection de l'enfant et fait la synthèse des principaux résultats d'évaluations menées dans plusieurs régions du Canada et des États-Unis.

Qu'est-ce que la médiation?

La médiation est un processus par lequel une personne neutre et impartiale, le médiateur, favorise et facilite la résolution de différends. En protection de l'enfant, la médiation permet d'aider les parents et les intervenants à résoudre des conflits portant sur les questions liées aux soins de l'enfant, à son lieu de résidence, aux personnes autorisées à être en contact avec lui et à la personne qui en la garde légale.

Quand a-t-on recours à la médiation en protection de l'enfant?

La responsabilité du bien-être des enfants au Canada revient aux parents. Cependant, si les soins assurés par les parents sont inférieurs au niveau jugé convenable par la société et énoncé dans les lois de chaque province et territoire, le réseau de la protection de l'enfant peut intervenir. Le type et le degré d'intervention sont établis avec soin par le législateur. Si les familles et les intervenants en protection de l'enfant sont en désaccord sur l'intérêt supérieur de l'enfant, un juge du tribunal de la famille peut être appelé à trancher. Ainsi, quand les organismes de protection de l'enfant ont lieu d'être préoccupés par les soins qu'offre une famille à son ou à ses enfants, le juge peut-être appelé à décider si l'organisme de protection de l'enfant doit superviser la famille en effectuant des visites régulières (c'est ce qu'on appelle une ordonnance de supervision). Ou encore, un juge peut émettre

une ordonnance du tribunal exigeant que les parents apportent des changements précis à leurs façons de faire pour offrir de meilleurs soins à leur enfant (p. ex. consulter pour leurs difficultés à maîtriser leur colère).

Dans certains cas, un organisme de services à l'enfant et à la famille peut retirer un enfant de chez lui et le placer en garde temporaire (ou permanente) à l'extérieur de son domicile, si on craint pour sa sécurité ou son bien-être. Si la famille n'est pas d'accord, le tribunal doit décider si l'enfant doit retourner à la maison ou si l'organisme de protection de l'enfant doit assumer la responsabilité légale de l'enfant à titre provisoire (ou permanent). Quand un enfant vit dans une famille d'accueil, c'est le tribunal qui décide si, à quelle fréquence et à quelles conditions la famille biologique peut avoir un contact avec l'enfant. Le tribunal peut aussi prendre des décisions au sujet des modalités de vie permanentes des enfants qui vivent en foyer d'accueil.

Plusieurs de ces décisions exigent un procès (aussi appelé litige) au tribunal de la famille, où le juge entend la preuve et les arguments de chaque partie et prend une décision ayant force obligatoire au sujet de l'intérêt supérieur de l'enfant. Ces questions n'ont pas besoin de faire l'objet d'un procès s'il est possible de régler autrement les désaccords au sujet des soins et des besoins de l'enfant. Bon nombre de territoires de compétence adoptent la médiation ou d'autres processus décisionnels (p. ex. le conseil de famille) comme solution de rechange pour résoudre les problèmes en matière de protection de l'enfant. On préconise ces solutions plutôt que le processus de la poursuite devant les tribunaux en raison du nombre élevé d'affaires qui attendent d'être entendues devant le tribunal. De plus, les procès sont longs et coûteux, ont

tendance à polariser les familles et les intervenants en protection de l'enfance et d'en faire des adversaires dans les décisions concernant les soins à donner à l'enfant. La médiation utilisée pour résoudre des désaccords dans ce contexte porte souvent le nom de médiation en protection de l'enfance.

Par rapport au procès, la médiation en protection de l'enfance offre plusieurs avantages comme moyen de résoudre des désaccords sur les soins dont les enfants ont besoin. Elle favorise la résolution conjointe de problèmes et l'atteinte d'un consensus entre les parents et les intervenants en protection de l'enfance et reconnaît leur intérêt commun à promouvoir la sécurité et le bien-être de l'enfant. De plus, elle fait ressortir le rôle primordial des parents pour ce qui est des soins à apporter à leur enfant et leur offre davantage d'occasions de participer à la prise de décisions au sujet de ces soins. Pour les peuples autochtones, la médiation peut contribuer à préserver et à renforcer la famille et atténuer certaines des iniquités subies par les peuples autochtones dans les régions nordiques. Ces iniquités comprennent l'absence de représentation légale, la difficulté à comprendre les processus des tribunaux de la protection de l'enfance et l'absence de traduction des notions juridiques et de protection de l'enfance en langue autochtone.²

En quoi consiste la médiation en protection de l'enfance?

La médiation en protection de l'enfance est un processus qui comprend une ou plusieurs réunions dans lesquelles tous les intéressés se réunissent pour s'efforcer de résoudre les questions entourant le bien-être de l'enfant. La participation à la médiation est généralement volontaire. Cependant, dans quelques territoires de compétence, les juges peuvent ordonner aux intéressés de tenter la médiation avant de faire entendre leur cas devant le tribunal.

La médiation en protection de l'enfance fait normalement appel à la participation des parents et des intervenants en protection de l'enfance, mais peut aussi inclure d'autres personnes qui s'occupent de l'enfant (p. ex. les parents adoptifs, la famille d'accueil et des membres de la famille élargie qui souhaitent devenir tuteurs). Selon son âge et son statut développemental, l'enfant peut participer à une ou plusieurs des étapes de la médiation ou être représenté par un avocat. Les avocats des autres parties (p. ex. les parents et l'organisme de protection de l'enfance) sont souvent appelés à expliquer les difficultés et les choix possibles et à passer en revue le projet d'entente, mais ils ne peuvent pas assister aux séances de médiation. S'il s'agit d'un enfant autochtone, le

processus de médiation doit inclure des membres de la communauté autochtone ou d'un organisme de protection de l'enfance autochtone délégué à cette fin.

Avant les rencontres, le médiateur passe en revue les documents et discute avec chaque participant pour lui expliquer le processus et se faire une idée des préoccupations qu'il peut avoir au sujet de sa participation. Pendant les rencontres, le médiateur facilite la communication et guide les participants à travers la démarche de résolution de problèmes. Tous les participants sont invités à exprimer leurs désirs et leurs préoccupations en ce qui concerne les soins et le bien-être de l'enfant. Le médiateur a pour but d'aider les professionnels en protection de l'enfance et les familles à atteindre un consensus sur la façon d'aborder ces préoccupations.

Trois principaux mécanismes de médiation facilitent la communication et la collaboration :

- Le médiateur est impartial. Pour que le processus soit perçu comme équitable, chacun des participants doit sentir qu'il a eu l'occasion de faire entendre son point de vue et qu'on en a tenu compte. Le médiateur ne travaille pas dans l'intérêt d'un des participants, ni ne le représente, et n'a aucun autre intérêt dans les affaires qu'il arbitre.
- Le processus de médiation est confidentiel. L'information abordée dans la médiation ne peut servir de preuve devant le tribunal, que ce soit pour ou contre les participants à la médiation, sauf s'il s'agit de problèmes requérant un signalement obligatoire (p. ex. l'abus ou la négligence d'enfants divulgués au cours de la médiation). La confidentialité augmente les chances d'avoir une communication franche et honnête.
- Le médiateur n'a aucune autorité en matière de prise de décisions. Les parents et les intervenants en protection de l'enfance partagent la responsabilité de l'élaboration d'un plan concret pour répondre aux besoins de l'enfant. Le travail du médiateur consiste à faciliter la démarche afin d'en arriver à une compréhension commune.

La médiation s'étend généralement sur une ou deux séances, ou tout au plus cinq heures. Cependant, certains types de décisions (p. ex. qui aura la garde permanente de l'enfant) peuvent exiger plus de séances. Il est possible de parvenir à une entente partielle, sans résoudre tous les points qui achoppent. La médiation qui débouche sur un accord couvrant seulement certaines questions peut prendre plus de temps, vraisemblablement parce que les parties continuent à réfléchir à des solutions de rechange sur les questions en suspens, jusqu'à ce qu'il soit manifeste qu'elles sont dans une impasse.

Les compétences exigées pour devenir médiateur varient selon les territoires de compétence. Le médiateur est généralement un professionnel (avocat, travailleur social) qui a suivi une formation spécialisée supplémentaire dans la pratique de la médiation. Il peut aussi posséder une formation ou des connaissances en protection de l'enfance, de sorte qu'il comprend les options qui s'offrent aux familles. Dans quelques territoires de compétence, le médiateur est un bénévole qui a suivi une formation en médiation.^{3,4}

Un accord de médiation entraîne des obligations juridiques lorsqu'il est approuvé par le tribunal. Si la médiation n'aide pas les parties à conclure un accord sur toutes les questions, ou si les parties ne sont pas satisfaites des résultats du processus, le tribunal est saisi de l'affaire, ou l'affaire suit un autre processus de résolution (p. ex. une conférence de règlement avec un juge).

Quels sont les avantages de la médiation en protection de l'enfance?

Au moins sept provinces canadiennes, et bon nombre de territoires de compétence aux États-Unis, ont recours à la médiation comme une solution de rechange aux procès devant les tribunaux dans les affaires liées à la protection de l'enfance. Plusieurs de ces territoires de compétence ont évalué le succès de leurs programmes de médiation et la perception des participants du processus de médiation. Certaines évaluations ont été effectuées au Canada, mais la plupart ont été faites aux États-Unis. La recherche sur l'efficacité de la médiation en protection de l'enfance s'est concentrée sur trois grandes mesures de succès : le taux de règlement, le temps économisé par rapport au procès et la satisfaction des participants à l'égard du processus.

Parvenir à une entente

Une entente conclue par la médiation s'appelle un règlement. L'objectif de la médiation est de parvenir à une entente qui couvre tous les points en litige (c.-à-d., un règlement complet). Cependant, une entente qui permet de résoudre une partie, mais non la totalité des points touchant la protection de l'enfance (c.-à-d. un règlement partiel) est également salubre parce qu'elle réduit le nombre d'affaires que doit trancher le système judiciaire. Beaucoup d'évaluations de la médiation montrent qu'au moins 60 % des affaires négociées ont atteint l'étape du règlement complet.^{5,6,7,8,9,10} De plus, 15 à 30 % des affaires négociées se sont soldées par une entente partielle.

Quels facteurs influent sur les chances de conclure un accord?

Dans certains territoires de compétence, on a constaté que les types de décisions prises influent sur les chances de conclure un accord mutuellement acceptable. On a rapporté de faibles taux de règlement (moins de 40 %) des affaires qui sont passées par la médiation pour conclure des arrangements de garde permanente, en particulier s'il y a eu des discussions sur l'abolition des droits parentaux.^{11,12} Une étude pilote menée à Surrey, en Colombie-Britannique, a révélé que les participants avaient plus de chances d'en arriver à un consensus au sujet des services ou des ressources dont les familles avaient besoin pour mieux s'occuper de leurs enfants que sur les changements que les parents devaient apporter à leur comportement.¹³ De plus, les affaires qui ont amorcé le processus de médiation alors qu'une des parties, ou les deux, ne voulaient pas y participer avaient moins de chances d'aboutir à une entente.¹⁴

Certaines évaluations ont montré qu'on a moins de chance d'aboutir à une entente si les parents souffrent aussi d'autres problèmes comme la consommation abusive d'alcool ou de drogue, de graves problèmes de santé mentale, ou ont fait l'objet d'accusations criminelles liées à des actes de maltraitance.^{15,16,17,18} Les parents qui vivent depuis longtemps ce genre de difficultés étaient aussi plus nombreux à ne pas assister aux séances de médiation, bien qu'ils aient accepté de prendre part au processus au début.

Une prise de décision plus opportune

Il est établi que dans certains cas, la médiation permet de résoudre les questions liées à la protection de l'enfance plus rapidement que les tribunaux. C'est notamment le cas pour les décisions sur les modalités de vie permanentes des enfants qui vivent en famille d'accueil, sur la nécessité pour les intervenants en protection de l'enfance d'encadrer les familles, et sur la marche à suivre pour répondre aux besoins de l'enfant.^{19,20,21}

La satisfaction des participants à l'égard du processus de médiation

Les perceptions des parents

Si la proportion des parents qui ont formulé des commentaires est faible dans certaines évaluations, ils ont généralement qualifié leur expérience de positive. Dans l'ensemble des territoires de compétence, la plupart des parents ont déclaré avoir été traités avec

respect, avoir eu l'occasion de discuter de questions importantes pour eux, avoir eu le sentiment que leur point de vue et leurs commentaires étaient précieux, et avoir jugé que la médiation était un processus utile et équitable. Quelques parents, toutefois, ont cité des sujets de préoccupation. Par exemple, certains ont dit avoir mal saisi les objectifs de la médiation et le rôle du médiateur (p. ex., croire que le médiateur avait une autorité en matière de prise de décisions). D'autres ont déclaré ne pas avoir tout à fait compris les questions de confidentialité ou ne pas avoir reçu d'explications sur ces questions.

Les perceptions des professionnels

Les professionnels qui ont pris part au processus de médiation (p. ex. des avocats et des intervenants en protection de l'enfance) ont aussi fait état d'expériences positives. Dans l'ensemble des territoires de compétence, la plupart des professionnels ont jugé le processus de médiation utile et équitable et affirmé qu'ils y auraient de nouveau recours ou qu'ils la recommanderaient à d'autres. Dans quelques évaluations, les professionnels ont dit que la médiation a permis d'écouter divers points de vue et d'en discuter plus franchement que devant un tribunal.²² Toutefois, une étude a constaté que d'après 41 % des intervenants, la voix de l'enfant avait été noyée dans le processus de médiation.²³ Parmi les autres préoccupations exprimées, citons la nécessité d'établir des critères de sélection efficaces afin d'identifier les familles les plus susceptibles de bénéficier du processus de médiation et de le compléter.

Résultats suivant la médiation

Comme la médiation a pour but d'élaborer, en collaboration, des solutions mutuellement bénéfiques, les parents sont plus susceptibles de répondre aux attentes énoncées dans l'entente. Quelques évaluations ont constaté que l'adhésion des parents aux plans de services était meilleure dans les cas qui étaient passés par la médiation que dans les cas où les attentes étaient imposées par un juge. Dans un exemple, 40 % des affaires négociées et 25 % des affaires plaidées respectaient encore entièrement l'entente au moins six mois après son approbation.²⁴

Quelques études ont recours à l'activité subséquente au tribunal comme indice du succès de la médiation. Après la médiation, les affaires peuvent se retrouver devant les tribunaux pour des raisons liées au non-respect de l'entente ou à des changements dans le plan. Certaines évaluations^{25,26,27} ont révélé que les affaires négociées étaient deux à trois fois moins susceptibles de retourner devant les tribunaux que les affaires plaidées.

Obstacles possibles au recours à la médiation

L'obstacle le plus souvent cité au recours à la médiation pour régler les questions liées à la protection de l'enfance était la réticence des professionnels à orienter les cas vers ce processus.^{28,29,30,31} Par exemple, on s'attendait à ce que 120 affaires fassent l'objet d'une médiation dans le cadre d'une étude pilote d'un an, mais à cause du faible taux de renvoi, il n'y en a eu que 28.³² Dans quelques territoires de compétence, le volume de renvois vers la médiation s'est accru au fur et à mesure de la consolidation du programme, mais dans d'autres, il est resté bas, surtout à cause de l'absence de soutien juridique.³³

Sommaire

Le recours à la médiation est une solution de rechange aux procès devant les tribunaux qui permet de résoudre des différends entre les intervenants en protection de l'enfance et les parents au sujet des soins à donner à l'enfant, de l'endroit où il vivra, de la ou des personnes qui seront autorisées à être en contact avec l'enfant ou de celle qui en a la garde. Le processus de médiation est facilité par une personne impartiale qui a reçu la formation nécessaire pour aider les participants à exprimer leur point de vue et à cerner des solutions afin de résoudre les questions liées à la protection de l'enfant.

Les évaluations indiquent que la médiation parvient à produire des accords mutuellement acceptables dans la plupart des cas. Même lorsqu'on ne conclut pas un accord complet, une proportion substantielle de cas aboutit à la résolution de certains problèmes. Les décisions importantes en matière de la sécurité, de bien-être et de garde permanente des enfants sont prises plus rapidement parce que le processus de médiation n'est pas soumis aux délais de la filière juridique. Les participants à ce processus décisionnel conjoint ont rapporté des expériences positives et sont plus nombreux à respecter les termes de l'entente que ceux auxquels un juge a imposé sa décision. De plus, les affaires négociées étaient moins susceptibles de retourner devant les tribunaux après résolution que les affaires plaidées. Ces résultats semblent indiquer que la médiation peut aboutir à des plans plus acceptables ou plus réalistes. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec une certaine prudence, car les familles qui s'engagent dans le processus de médiation peuvent différer de celles qui choisissent ou sont contraintes d'aller devant les tribunaux. Elles peuvent par exemple être plus disposées à entendre divers points de vue et à collaborer avec les intervenants en protection de l'enfance pour trouver des solutions aux problèmes liés à la protection de l'enfant.

La médiation peut réduire le fardeau qui incombe au tribunal de la famille en concentrant les ressources juridiques restreintes sur les situations qui exigent vraiment une intervention juridique. La médiation est moins contradictoire que le tribunal, car elle permet de trouver des solutions favorables aux deux parties, dans lesquelles les divers points de vue sont représentés dans les plans mis au point pour assurer la protection de l'enfant. Plusieurs évaluations ont révélé que dans la médiation, le coût par cas est inférieur à celui des procès devant les tribunaux. Une prise de décision plus rapide, la réduction de l'utilisation du temps du tribunal et le coût moindre indiquent que la médiation peut être une approche efficace et efficiente pour résoudre les différends au sujet des soins à donner à l'enfant.

-
- 1 Ce feuillet d'information a été révisé par des experts du domaine de la protection de l'enfance.
 - 2 Bennett, M. (2008). *Jumping Through Hoops: A Manitoba Study Examining Experiences and Reflections of Aboriginal Mothers Involved with the Child Welfare and Legal Systems Respecting Child Protection Matters*. A project report prepared for Ka Ni Kanichihk Inc. and the Steering Committee of the Family Court Diversion Project. Winnipeg, Manitoba: First Nations Child & Family Caring Society of Canada. Consulté le 8 mars 2009 dans http://www.fnfcfs.com/projects/docs/FCDP_Final_Report_Bennett_2008.pdf.
 - 3 Anderson, G.R., & Whalen, P. (2004). *Permanency Planning Mediation Project: Evaluation Final Report*. Prepared for the Michigan State Court Administrative Office.
 - 4 Colman, R., & Ruppel, J., (2007). *Child Permanency Mediation Pilot Project: Multi-Site Process and Outcome Evaluation Study*. New York State Office of Children & Family Services. Consulté le 21 février 2009 dans http://www.ocfs.state.ny.us/main/reports/ChildPermMediationEvalReport_2007.pdf.
 - 5 Thoennes, N. (1999). *Dependency Mediation in Colorado's Fourth Judicial District*. Denver, CO: Center for Public Policy Studies.
 - 6 Anderson, G.R., & Whalen, P. (2004). *Permanency Planning Mediation Project: Evaluation Final Report*. Prepared for the Michigan State Court Administrative Office.
 - 7 Savoury, G.R., Beal, H.L., & Parks, J.M. (1995). Mediation in child protection: Facilitating the resolution of disputes. *Child Welfare*, 74(3), 743-52.
 - 8 Focus Consultants (2002). *Evaluation of the Surrey Court Project: Facilitated Planning Meeting Interim Report*. Prepared for Dispute Resolution Office, Ministry of Attorney General. Consulté le 21 février 2009 à www.ag.gov.bc.ca/dro/publications/reports/surrey-court.pdf.
 - 9 Marecsa, J. (1995). Mediating child protection. *Child Welfare*, 74(3), 731-35.
 - 10 Martin, J., and Weller S. (2001). *Mediated Child Protection Conferencing in Criminal and Civil Child Abuse & Neglect Cases: Lessons from the Wisconsin Unified Family Court Project*. Denver, CO: Center for Public Policy Studies.
 - 11 Thoennes, N. (2002). *Hamilton County Juvenile Court: Permanent Custody Evaluation*. Denver, CO: Center for Public Policy Studies.
 - 12 Gatowski, S.I., Dobbin, S.A., Litchfield, M., & Oetjen, J. (2005). *Mediation in Child Protection Cases: An Evaluation of the Washington, D.C. Family Court Child Protection Mediation Program*. Reno, NV: National Council of Juvenile and Family Court Judges.
 - 13 Focus Consultants (2002). *Evaluation of the Surrey Court Project: Facilitated Planning Meeting Interim Report*. Prepared for Dispute Resolution Office, Ministry of Attorney General. Consulté le 21 février 2009 à www.ag.gov.bc.ca/dro/publications/reports/surrey-court.pdf.
 - 14 Thoennes, N. (1998). *Dependency Mediation in the San Francisco Juvenile Court*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 15 *Ibid.*
 - 16 Gatowski, S.I., Dobbin, S.A., Litchfield, M., & Oetjen, J. (2005). *Mediation in Child Protection Cases: An Evaluation of the Washington, D.C. Family Court Child Protection Mediation Program*. Reno, NV: National Council of Juvenile and Family Court Judges.
 - 17 Thoennes, N. (2001). *Permanent Custody Mediation: Lucas County Court of Common Pleas, Juvenile Division, Ohio*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 18 Martin, J., and Weller, S. (2001) *Mediated Child Protection Conferencing in Criminal and Civil Child Abuse & Neglect Cases: Lessons from the Wisconsin Unified Family Court Project*. Denver, CO: Center for Public Policy Studies.
 - 19 Anderson, G.R., & Whalen, P. (2004). *Permanency Planning Mediation Project: Evaluation Final Report*. Prepared for the Michigan State Court Administrative Office.
 - 20 Thoennes, N. (2001) *Permanent Custody Mediation: Lucas County Court of Common Pleas, Juvenile Division, Ohio*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 21 Gatowski, S.I., Dobbin, S.A., Litchfield, M., & Oetjen, J. (2005). *Mediation in Child Protection Cases: An Evaluation of the Washington, D.C. Family Court Child Protection Mediation Program*. Reno, NV: National Council of Juvenile and Family Court Judges.
 - 22 Thoennes, N. (2001). *Permanent Custody Mediation: Lucas County Court of Common Pleas, Juvenile Division, Ohio*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 23 Cunningham, A., & van Leeuwen, J. (2005). *Finding a Third Option: The Experience of the London Child Protection Mediation Project*. Centre for Children and Families in the Justice System, London Family Court Clinic, Inc. Consulté le 20 février 2009 à http://www.lfcc.on.ca/third_option.pdf.
 - 24 Thoennes, N. (2009). What we know now: Findings from dependency mediation research. *Family Court Review*, 47(1), 21-37.
 - 25 Gatowski, S.I., Dobbin, S.A., Litchfield, M., & Oetjen, J. (2005). *Mediation in Child Protection Cases: An Evaluation of the Washington, D.C. Family Court Child Protection Mediation Program*. Reno, NV: National Council of Juvenile and Family Court Judges.
 - 26 Thoennes, N., & Pearson, J. (1995). *Mediation in Five California Dependency Courts: A Cross-Site Comparison*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 27 Thoennes, N. (2001). *Permanent Custody Mediation: Lucas County Court of Common Pleas, Juvenile Division, Ohio*. Denver, CO: Center for Policy Research.
 - 28 Thoennes, N. (1999). *Dependency Mediation in Colorado's Fourth Judicial District*. Denver, CO: Center for Public Policy Studies.
 - 29 Savoury, G.R., Beal, H.L., & Parks, J.M. (1995). Mediation in child protection: Facilitating the resolution of disputes. *Child Welfare*, 74(3), 743-52.
 - 30 Colman, R., & Ruppel, J. (2007). *Child Permanency Mediation Pilot Project: Multi-Site Process and Outcome Evaluation Study*. New York State Office of Children & Family Services. Consulté le 21 février 2009 à http://www.ocfs.state.ny.us/main/reports/ChildPermMediationEvalReport_2007.pdf.
 - 31 Marecsa, J. (1995). Mediating child protection. *Child Welfare*, 74(3), 731-35.

32 Supreme Court of Virginia, Office of the Executive Secretary (2002). *Child Dependency Mediation*. Consulté le 25 février 2009 à www.courts.state.va.us/publications/child_dependency_mediation_report.pdf.

33 Thoennes, N. (2009). What we know now: Findings from dependency mediation research. *Family Court Review*, 47(1), 21– 37.

L'auteur : *Della Knoke* détient un doctorat en travail social et est fonctionnaire.

Citation proposée : Knoke, D. (2009). *La médiation en protection de l'enfance*. Feuillet d'information #74F du CEPB. Toronto, ON, Canada : Faculté de travail social Factor-Inwentash, Université de Toronto.

Le Centre d'excellence pour la protection et le bien-être des enfants produit et distribue des feuillets d'information, afin de procurer un accès à des données à jour sur la recherche canadienne en matière de bien-être des enfants.

Le Centre d'excellence pour la protection et le bien-être des enfants (CEPB) est l'un des centres d'excellence pour la protection et le bien-être des enfants financés par l'Agence de la santé publique du Canada.

Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement la politique officielle des bailleurs de fonds du CEPB.

Ce feuillet d'information peut être téléchargé à :
www.cecw-cepb.ca/fr/infosheets

CENTRES D'EXCELLENCE POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

La protection et le bien-être des enfants